

NON à la visite d'U. Maurer à E. Barak et Y. Galant

Monsieur Ueli Maurer, le démocrate du centre (UDC) actuellement chef du Département fédéral de la défense, entend se rendre en Israël en octobre prochain pour y rencontrer son homologue, le ministre israélien de la guerre, Monsieur Ehoud Barak.

A la séance des questions de ce lundi, M. Maurer a tenu à préciser au Parlement que sa visite aurait un caractère strictement militaire, qu'on y parlerait seulement armes, « armes de qualité particulièrement compatibles avec notre armée de milice » ! Fort bien.

Cependant, outre une entrevue incontournable avec le ministre des Affaires étrangères, M. Avigdor Lieberman, le dirigeant peu recommandable du parti ultra-nationaliste Israël Beitenou (au vu des conditions qu'il vient de poser pour la reprise des discussions directes avec l'Autorité palestinienne, à savoir l'expulsion des Arabes israéliens de façon à faire d'Israël un Etat « ethniquement homogène »), M. Maurer aura à rencontrer un troisième personnage, quant à lui franchement infréquentable, puisqu'il s'agit du général Yoav Galant, fraîchement promu le 5 septembre dernier chef d'état-major de l'armée israélienne. Or, c'est lui qui a dirigé la dévastatrice offensive « Plomb durci » contre Gaza en 2008-2009.

Le journal *Le Figaro* ose à ce propos le commentaire suivant : « Yoav Galant a connu son « heure de gloire » lorsqu'il a organisé en tant que commandant militaire Sud l'opération « Plomb durci » menée par l'armée israélienne à la fin 2008 dans la bande de Gaza. Pour limiter au maximum (sic) les pertes des commandos d'élite du côté israélien, le général Galant n'avait pas fait dans le détail. Résultat : 1400 Palestiniens dont une majorité de civils ont été tués durant trois semaines d'opérations. » (Marc Henry, le 23 août)

La propagande militaire s'efforce de présenter à l'opinion israélienne ce général comme un héros. En réalité, il pourrait bien être tenu pour responsable de crime de guerre et de crime contre l'humanité puisque le rapport Goldstone en accuse Israël et son armée dont le général Y. Galand a dirigé, y compris sur place, l'offensive contre Gaza.

Pour mémoire, le rapport Goldstone, du nom du chef de la mission confiée par la présidence du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies au juge Richard Goldstone, ancien juge de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud, est le rapport d'enquête établi sur « les violations du droit international perpétrées lors des opérations menées à Gaza du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009. Le message central de ce rapport est qu'il doit y avoir une fin à l'impunité pour commettre des crimes de guerre et recommande la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) de la Haye afin de punir les coupables. » (Extraits de la conclusion du Rapport)

La loi de la guerre, car la guerre n'est pas, quoi qu'on pense ou qu'on dise, une opération qui peut s'exempter de tout droit, exige des belligérants qu'ils épargnent, voire qu'ils protègent les civils au cours des engagements. Or, l'un des

instructeurs de ce général, responsable d'une unité d'entraînement interrogé en Cour de justice de Haïfa le 18 septembre dernier sur la mort de Rachel Corrie, (une Américaine écrasée volontairement par un bulldozer israélien alors qu'elle tentait de s'opposer à la démolition d'une maison palestinienne) a déclaré : « En temps de guerre, il n'y a pas de civils. » Sans commentaire. Voilà pourquoi nous estimons que ces personnages ne sont pas fréquentables.

De plus, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a demandé à la Suisse en tant que dépositaire des Conventions de Genève, notamment sur la protection des civils en temps de guerre, de réunir une conférence des Hautes parties contractantes pour l'application des dites sanctions, ce que la Suisse tarde à exécuter depuis lors.

Et l'on voudrait que notre pays dont la neutralité active est un trait essentiel de sa diplomatie, ce qui lui confère une obligation politique et morale particulière, envoie ou laisse son ministre de la défense aller visiter les principaux responsables d'une armée accusée de crime de guerre (usage totalement disproportionné des forces militaires, aériennes, navales et terrestres, recours à des armes interdites, bombes au phosphore, à sous munitions, à fléchettes, etc.) tout cela pour aller discuter bravement d'armement « approprié à notre armée de milice » ? Le cynisme affiché par ce ministre en la matière et l'indignité de sa démarche en la circonstance atteignent ici des sommets ! Et notre indignation est à son comble.

Voilà pourquoi plus de 30 organisations réclament l'annulation de cette visite ; elle ferait perdre tout crédit à la Suisse dont la communauté internationale attend au contraire qu'elle œuvre pour la paix conformément au mandat que l'ONU lui a confié pour le suivi de ce conflit.

Eric Merguin
Genève, ce mercredi 22 septembre 2010